

PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'ANIMATION DE
POLITIQUES PUBLIQUES
INTERMINISTÉRIELLES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N°PREF-SAPPIE-BE-2019-383
du 19 AOÛT 2019
portant modification de l'autorisation de la société MM PACKAGING
à exploiter une unité de fabrication d'emballages pliants en carton
sur le territoire de la commune de Monéteau

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L.181-14,
- VU** le code des relations entre le public et l'administration,
- VU** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application,
- VU** les décrets n°2017-1595 du 21 novembre 2017 et n°2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées,
- VU** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment sa section III : Dispositions relatives à la protection contre la foudre,
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 autorisant la société MM PACKAGING à exploiter une unité de fabrication d'emballages pliants en carton sur la commune de MONETEAU,
- VU** le dossier portant à connaissance le projet de modification du site, déposé par la société MM PACKAGING, en date du 4 juillet 2019,
- VU** le rapport du 17 juillet 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 29 juillet 2019,
- VU** l'absence d'observations par le demandeur sur ce projet,

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre des rubriques 2450 et 2445 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé,

CONSIDÉRANT les modifications de la nomenclature des installations classées, notamment par les décrets n°2017-1595 du 21 novembre 2017 et n°2018-900 du 22 octobre 2018, nécessitant la mise à jour du tableau de classement du site,

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la société MM PACKAGING portent sur le réaménagement de l'atelier de production, à savoir :

- agrandir la zone de production découpe et son stockage d'en-cours associé, par la destruction du mur coupe-feu séparant la zone d'expédition où sont stockés les produits finis de l'atelier de production,
- déplacer le service maintenance,
- construire un mur coupe-feu au niveau des expéditions et du secteur Offset,
- installer une nouvelle machine de découpe,
- installer un 4^e quai d'expédition donnant sur la rue des Isles,

CONSIDÉRANT que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'il convient toutefois de mettre à jour le plan des installations du site,

CONSIDÉRANT que l'analyse du risque foudre doit être mise à jour,

CONSIDÉRANT que les en-cours de production dans l'atelier doivent être stockés en masse, non gerbés, sur une hauteur inférieure à 3 mètres,

CONSIDÉRANT que des exercices incendie doivent être réalisés 2 fois par an,

CONSIDÉRANT que l'ensemble du site doit être équipé d'un système de détection incendie relié à une centrale incendie automatique,

CONSIDÉRANT que les moyens externes d'incendie doivent être complétés par une réserve d'eau de 240 m³ prévue sur le site de la société PICQ & CHARBONNIER, pour laquelle une convention de mise à disposition est établie, afin de répondre aux besoins en eau du site,

CONSIDÉRANT le maintien de l'écran de brumisation sur la façade Est du site,

CONSIDÉRANT que les contraintes foncières obligent le site à opérer un confinement des eaux en cas d'incendie dans l'atelier de production via la mise en place de batardeaux au niveau des portes et issues, asservis par la centrale incendie,

CONSIDÉRANT que ces précisions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que les nouvelles caractéristiques techniques de l'installation doivent être prises en compte dans la rédaction des prescriptions applicables à l'exploitant,

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

ARRETE :

ARTICLE 1 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le tableau figurant à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est remplacé par le suivant :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2445	Transformation du papier, carton : pliage, découpage	130 t/j	A
2450-A	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique utilisant une forme imprimante	1 000 kg/j dont : encres : 180 kg/j vernis : 800 kg/j	A
2410	Atelier où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues	450 kW	E
1530	Dépôts de bois, papier, cartons ou matériaux combustibles analogues	15 000 m ³	D
2940	Application de colle lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé	80 kg/j	DC

ARTICLE 2 – CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES

L'article 7 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est complété de la manière suivante :

« Le site doit être conforme aux données présentées dans le dossier portant à connaissance des modifications des installations. »

Le plan des installations mis à jour suite au réaménagement de l'atelier de production est présenté en annexe du présent arrêté. »

ARTICLE 3 – Foudre

L'article 28.1 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est complété de la manière suivante :

« L'analyse du risque foudre (ARF) doit être mise à jour suite aux modifications de l'aménagement du site, et dans le cas de toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. »

ARTICLE 4 – Rideau d'eau et murs coupe-feu

L'article 30.3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est remplacé par l'article suivant :

« Douze poteaux de brumisation, alimentés par une cuve de 55 m³ pour 2 heures, sont placés face à la paroi Est du site (70 mètres), séparative avec le site voisin (magasin LAPEYRE) pour faire un écran d'eau sur le bâtiment en cas de départ de feu. »

Le mur séparant l'atelier de production de la zone d'expédition où sont stockés les produits finis doit être coupe-feu de degré 2 heures.

Le local du service maintenance doit être séparé de l'atelier de production par un mur coupe-feu de degré 2 heures.

Au niveau du secteur Offset, un mur coupe-feu de degré 2 heures doit permettre le recoupement de la zone. »

ARTICLE 5 – ORGANISATION DES STOCKAGES

L'article 31.3 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est complété de la manière suivante :

« La hauteur des stockages de produits finis dans la zone d'expédition ne doit pas excéder 8 mètres.

Les en-cours de production dans l'atelier doivent être stockés en masse, non gerbés, sur une hauteur ne devant pas excéder 3 mètres. »

ARTICLE 6 – MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION

L'article 32 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est complété de la manière suivante :

« 32.1 Détection et alarme

L'ensemble du site doit être couvert par un système de détection incendie relié à une centrale incendie automatique générant les opérations suivantes :

- alarme sonore sur tout le site,*
- fermeture des portes coupe-feu et des batardeaux,*
- ouverture des systèmes de désenfumage,*
- arrêt de l'air comprimé entraînant l'arrêt de l'ensemble des machines.*

32.2 Formation

Deux exercices de mise en situation et/ou d'évacuation de l'ensemble du site sont réalisés par an.

32.4 Plan d'intervention

Le plan d'intervention du site est mis à jour et communiqué au SDIS 89, service Prévision.

32.5 Moyens matériels et humains

32.5.1 Moyens matériels

L'établissement est doté au moins de :

- [...]*
- une réserve d'eau de 240 m³, implantée sur le site de la société PICQ & CHARBONNIER, pour laquelle la société dispose d'une convention afin d'en garantir l'accessibilité et la disponibilité,*
- de 2 bornes d'aspiration publiques dans l'Yonne, implantées à moins de 500 mètres du site. »*

ARTICLE 7 – PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX

L'article 11.4 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2005 susvisé est complété de la manière suivante :

« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas d'incendie, les eaux d'extinction liés à l'atelier de production seront retenues dans un premier temps dans la fosse à déchets découpe (200 m³), puis au sein même de l'atelier via la fermeture de batardeaux automatiques, placés devant l'ensemble des portes et issues, asservis par la centrale de détection incendie du site.

Les eaux d'extinction liés à la zone d'expédition sont retenues au niveau des quais.

Après analyses, les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. »

ARTICLE 8 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Yonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société MM PACKAGING.

ARTICLE 9 – EXÉCUTION

La Secrétaire générale de la préfecture, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le Maire de MONÉTEAU sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au Président du Conseil départemental de l'Yonne,
- à la Responsable de l'unité départementale Nièvre/Yonne de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté,
- au Directeur départemental des territoires de l'Yonne,
- au Délégué territorial de l'agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté,
- au Responsable départemental de la DIRECCTE de Bourgogne-Franche-Comté,
- au Directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Yonne,
- au Colonel, commandant le groupement de la gendarmerie de l'Yonne,
- au Directeur de la société PICQ & CHARBONNIER, sis à Monéteau.

Auxerre, le **19 AOUT 2019**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale



Françoise FUGIER

Délais et voies de recours :

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ANNEXES

Plan MM Packaging / Configuration après travaux



